

## **Contribution supplémentaire au Chapitre 2-8, Emploi et conditions de travail**

En complément des éléments de diagnostic et des propositions inclus dans le document de travail préparatoire au congrès programmatique d'Arras, en tant qu'ancien animateur du groupe emploi de la commission économie de Paris pour les élections municipales et ex-animateur de la sous-commission système de gestion de la Commission Nationale Emploi, j'ai estimé utile et nécessaire d'approfondir certains thèmes 'et surtout de marquer tant dans le fond que dans la forme, l'impulsion indispensable qu'il faut donner à une politique de l'emploi qui aille au-delà d'une politique de traitement du chômage. L'objectif reste de décliner les valeurs du MoDem de promotion d'une société humaniste par un travail valorisant qui ait du sens pour les individus, faisant montre de solidarité pour les générations arrivant sur le marché du travail en faisant avancer un modèle de société basé sur le développement durable.

### **Diagnostic**

- ◆ Plus de 800 000 chômeurs de plus sont attendus cette année avec une destruction de l'emploi salarié estimée à 600 000 postes et un PIB en régression de 2,2%. Si le chômage a d'abord concerné les emplois précaires (intérim et CDD), il touche maintenant de plus en plus les CDI. Les mesures prises concernant l'extension du chômage partiel et les contrats de transition professionnelle (CTP), n'auront qu'un effet limité dans le temps. Les plans sociaux ou de départs volontaires se multiplient.
- ◆ Tant en province qu'en région parisienne, on assiste à la fermeture définitive de nombreux sites et à la délocalisation d'entreprises souvent bénéficiaires, entraînant des licenciements ou des départs certes négociés, mais dont la brutalité est masquée par des primes qui peuvent paraître momentanément confortables. Rapidement, certains territoires (villes, pays) se transforment en déserts économiques, condamnant leurs habitants à vivre du chômage ou des aides sociales ou d'activités précaires, peu qualifiées et moins rémunérées.
- ◆ Plus de 50% des salariés travaillent dans des établissements de moins de 50 salariés et 25% dans des établissements de moins de 10 salariés. Leurs perspectives d'évolution sont limitées au même titre que l'exercice effectif de leurs droits sociaux et syndicaux.
- ◆ Chaque année 600 000 jeunes entrent sur le marché du travail. Les 2/3 sont munis du baccalauréat (soit 2 fois plus qu'il y a vingt), tandis que 20% d'entre eux n'ont aucun diplôme pour leur ouvrir les portes du marché du travail.

### **Restaurer une capacité de pilotage des pouvoirs politiques locaux et nationaux**

- ◆ Par sa soudaineté, la crise financière a encore accéléré la dérive générale d'un déclin qui date de la fin des Trente Glorieuses, c'est à dire de plus de trente ans. La mondialisation fait que le pouvoir économique s'est délocalisé et que les marges de manœuvre du politique sont fortement restreintes. L'effet d'amortisseur que joue notre système de protection sociale a un coût en terme de déficit budgétaire et commercial. Il ne peut être que provisoire.
- ◆ Il est maintenant impératif de repenser les fondements de notre économie pour une revitalisation de celle-ci, sur les bases d'une économie de la connaissance pour assurer notre compétitivité, d'une économie numérique pour faciliter les échanges de toute nature entre les acteurs et d'une économie du développement durable pour assurer le bien-être des générations futures et compenser la dette que notre imprudence leur laisse.
- ◆ Sans remettre en cause les vertus d'un libéralisme mesuré, de la liberté d'entreprendre et d'une économie de marché régulée, il est impératif de restaurer une capacité de pilotage des pouvoirs politiques, ceci de façon démultipliée et donc capable d'agir au niveau local

(intercommunalités ou pays) de telle sorte que les régions et l'Etat puissent jouer leur rôle d'orientation stratégique et de régulation opérationnelle .

### **Des structures locales légères au service du citoyen s'appuyant sur la mise en réseau les initiatives en faveur du développement économique et de l'emploi.**

- ◆ S'inspirant du Small Business Act (SBA) de son réseau d'agences (1 000) et de partenaires associatifs sur le territoire américain, le programme du Mouvement Démocrate pour les élections municipales de 2007 à Paris, avait l'ambition de créer un réseau de structures appelées Ateliers Parisiens pour l'Initiative et pour l'Emploi (A.P.I.E.) dont la mission aurait été dans chaque arrondissement d'organiser la mise en relation, la rencontre et l'ajustement entre :
  - ◆ les entrepreneurs qui se présentent comme « porteurs de projet » et qui ont besoin de compétences pour développer leur entreprise (TPE/PME),
  - ◆ et ceux (salariés en poste ou demandeurs d'emploi) qui se présentent comme « offreurs de compétence » et se révéleront comme « porteurs d'un projet individuel »
- ◆ Ce dispositif conçu comme léger, que l'on pourrait imaginer au niveau d'une ville, d'un arrondissement dans les métropoles ou d'une intercommunalité (ou d'un pays en zone rurale) fonctionnerait en réseau et donc horizontalement assurant en fonction des problèmes rencontrés des connexions avec les organismes existants, Chambre de Commerce ou des Métiers, Missions Locales, associations d'insertion, antenne jeunes, organismes de microcrédit, antennes des Pôles Emploi, organismes de formation, etc.
- ◆ Leur lieu devrait attractif par son architecture, sa localisation et son aménagement où pourrait se croiser les attentes, les besoins des porteurs de projets et de compétences et par son fonctionnement souple et ouvert sur l'extérieur. Grâce au management d'une équipe animatrice apte à monter des événements au niveau local et à jouer un rôle de « mentor » pour analyser, orienter, conseiller, accompagner et faciliter l'expression, le montage, la maturation, la mise en œuvre et le développement des projets des uns et des autres.

### **Une politique de l'emploi et de la formation apte à gérer le processus de destruction-création d'activités, générés par l'innovation.**

- ◆ Nous vivons depuis plus de 20 ans dans un processus accéléré de destruction-création d'activités du à l'explosion et l'obsolescence rapides de connaissances et des techniques de toute nature. Ces changements et particulièrement les (Techniques d'Information et de Communication) (T.I.C.) bouleversent le contenu et les modalités d'exercice du travail en offrant aussi une possibilité d'expérimenter de nouveaux modes d'organisation à la fois plus productifs et plus valorisants pour les travailleurs.
- ◆ Dès la formation initiale et dès le plus jeune âge, les élèves doivent être incités à mettre en œuvre leurs connaissances dans des projets qui stimulent leur créativité dans la résolution de problèmes et à développer des modes autonomes d'acquisition des connaissances. Dès le plus jeune âge l'école doit « apprendre à apprendre » et à « apprendre à mettre en œuvre » dans des projets concrets.
- ◆ Ce type de formation initiale, qui de l'enseignement primaire à l'Université stimule la capacité d'apprendre, de créer et de réaliser, aura pour effet d'ouvrir le champ des compétences personnelles et professionnelles, de les expérimenter en situation réelle et de faciliter le passage transversalement d'un domaine d'activité à un autre dans des parcours qui peuvent être fortement individualisés en fonction des aspirations et des goûts de chacun ainsi que des opportunités recherchées et rencontrées (par l'intermédiaire des A.(P).I.E., par exemple).
- ◆ Ces parcours individuels seront « sécurisés » par le développement d'une réelle Validation des Acquis de l'Expérience (V.A.E.) dont le système actuellement en place n'est qu'un ersatz. Il ne touche seulement que 26 000 salariés par an, soit 1 pour mille de la population

active ! A proportion de population par rapport à des pays nordiques, comme le Danemark ou la Finlande, où l'on peut alors parler à plus juste titre de « flexisécurité », 600 000 individus devraient être concernés chaque année en France ! Nous proposons que l'organisation de la V.A.E. soit revue en relation avec les diverses parties prenantes (employeurs, syndicats, organismes de formation et certificateurs etc.), et qu'elle devienne un droit qui puisse s'exercer réellement grâce à sa gratuité.

- ◆ Dans une période de mutation, tant dans l'industrie que dans les services, il est indispensable que les fonds importants recueillis au titre de la formation professionnelle soient davantage mutualisés de manière à favoriser les salariés et les branches qui s'engagent dans des activités nouvelles et innovantes. L'effort en faveur des publics défavorisés et les jeunes sans qualification doit être amplifié ainsi que les efforts en vue de leur réinsertion. Tout chômeur doit pouvoir s'engager dans des actions de formation dès son inscription au Pôle Emploi, de manière à conforter, développer et diversifier ses acquis en limitant les effets de la discontinuité avec sa situation de travail.
- ◆ Ces mesures et d'autres devraient permettre de guider le redéploiement du service actuel de l'emploi et de la formation professionnelle en une véritable institution de promotion sociale au service des individus, des entreprises et de l'économie générale de notre pays. Ce n'est pas seulement un problème financier, c'est davantage un problème d'organisation à mettre en phase avec la nouvelle donne économique.

### **Humaniser les conditions de travail**

- ◆ L'abondance et la diversité des biens matériels et culturels ont considérablement amélioré le sort de la plupart de nos concitoyens, tandis que le niveau d'éducation de la population a rapidement augmenté. Néanmoins, le sentiment général est que les inégalités se sont accrues, provoquant une peur du déclassement social. S'il est clair que notre économie perd en compétitivité, ce constat va de pair avec une augmentation de la pauvreté et d'un sentiment d'appauvrissement répandu dans un contexte d'isolement, d'absence de perspectives et de détérioration des liens sociaux.
- ◆ Nous sommes persuadés que la mise en oeuvre d'institutions, d'organisations et de mesures élémentaires telles que celles que nous avons proposées d'expérimenter pour agir à la base sur le terrain devraient créer le climat général propice à un changement de mentalité. Si des programmes centralisés et ambitieux sont indispensables pour développer la recherche scientifique, technique et technologique, il est tout indispensable développer l'innovation sociale dans la manière de d'organiser la vie dans les entreprises et la vie sociale en général. Or, la persistance et le développement de méthodes tayloriennes dans les certaines organisations, y compris dans les nouveaux métiers de service, s'avère en définitive contreproductive et surtout déshumanisante pour les travailleurs et leurs relations entre eux et avec leurs clients avec des conséquences sur leur santé que l'on observe malheureusement (TMS, stress, troubles psychosomatiques, suicides)
- ◆ Or il y a lieu de tirer parti de toutes les possibilités nouvelles et des avantages considérables qu'offre non seulement le télétravail, le e-business et le e-commerce, en développant l'autonomie et l'initiative et la créativité individuelles, allant de pair avec la multiplication des possibilités de relation et de collaboration.
- ◆ En définitive l'essor de l'économie numérique grâce un droit d'accès aux réseaux effectivement reconnu à chacun sur tout le territoire, notamment dans les zones rurales, devrait aider celui de cette économie de la connaissance nécessaire au développement d'une économie durable qui soit favorable à la préservation de la planète en donnant du sens à l'effort de tous les travailleurs.